

Crises bancaires : se doter d'indicateurs d'alerte avancée

Les faillites et crises bancaires peuvent avoir des effets très douloureux. Aussi l'établissement d'indicateurs de base, qui donnent l'alerte à la première menace de crise, est-il indispensable pour permettre aux pays de mieux gérer leur secteur financier et leur économie.

Brenda González-Hermosillo

CES VINGT dernières années ont été marquées par des difficultés considérables pour les secteurs financiers de nombreux pays. Les crises sans doute les plus aiguës ont été dues aux problèmes financiers de certains marchés émergents. Les problèmes bancaires en Asie (notamment en Corée, en Indonésie et en Thaïlande) à partir du milieu des années 90 ont aussi mis en lumière le risque de contagion à l'échelle régionale. L'Amérique latine a connu de graves crises bancaires au Chili et en Colombie dans les années 80 et au Mexique et au Venezuela pendant la première moitié des années 90. Ces crises ne sont toutefois pas l'apanage des seules économies émergentes. Elles ont aussi durement touché les États-Unis au milieu des années 80 et au début des années 90, les pays nordiques au début des années 90 et le Japon plus récemment. Il est donc crucial, surtout dans le contexte actuel de la mondialisation, de trouver des indicateurs de base qui permettent de détecter les crises au plus tôt et d'en comprendre la dynamique.

Les études actuelles

Jusqu'à présent, la plupart des études empiriques n'expliquent les faillites et crises bancaires qu'après coup. En particulier, les modèles de probabilité donnent une valeur de un aux épisodes connus de crise (ou de faillite) et de zéro aux périodes de calme dans le secteur bancaire. Mais il n'est clairement pas satisfaisant d'attendre qu'une crise se produise pour pouvoir l'expliquer. Il est urgent

de trouver un moyen d'identifier la probabilité de faillite, et plus généralement de crise, dans le secteur bancaire lorsqu'elle augmente et avant qu'elle ne devienne réalité.

Les études économiques actuelles consacrées à cette question suivent essentiellement deux approches, l'une consistant à expliquer les faillites à partir des données relatives aux banques touchées, et l'autre à examiner la façon dont diverses variables macroéconomiques (telles que les variations des taux d'intérêt et de change) ont contribué aux crises. Bien qu'économistes et responsables de la politique économique soient de plus en plus convaincus que des variables aussi bien macroéconomiques que microéconomiques (c'est-à-dire spécifiques à chaque banque) influent sur les crises bancaires, peu d'études empiriques offrent une analyse systématique de la contribution de ces variables aux faillites de banques.

Des avancées significatives ont été réalisées dans l'étude des crises bancaires, mais bien des questions ne sont toujours pas résolues. Par exemple, pourquoi, lorsque toutes les banques d'un pays subissent le même choc macroéconomique, ne font-elles généralement pas toutes faillite? Celles qui font faillite ont-elles des caractéristiques différentes des autres? Si tel est le cas, certaines de ces caractéristiques sont-elles différentes bien avant que les banques ne fassent faillite? Y a-t-il des indicateurs de tension susceptibles de signaler un risque imminent de faillite? Ces indicateurs pourraient-ils servir à évaluer le degré de difficulté dans lequel se



trouve le système bancaire avant qu'une crise n'éclate? Comment peut-on mesurer «l'aléa moral» — qui survient lorsque les banques prennent des risques excessifs en partant du principe qu'elles seront protégées contre d'éventuelles pertes par une tierce partie? Comment se produit la contagion de banque à banque? Les crises bancaires dans les économies avancées sont-elles foncièrement différentes de celles des pays en développement?

Déterminants des problèmes bancaires

En supposant que les crises bancaires peuvent tenir à des facteurs tant macroéconomiques que microéconomiques, comment peut-on mesurer systématiquement leurs effets respectifs? Une méthode consiste à considérer que le risque de marché, le risque de signature et le risque de liquidité jouent dans les faillites de banques. Le risque de marché est le risque que les conditions du marché modifient la valeur de l'actif sous-jacent. Les banques sont exposées à un risque de marché élevé lorsque leurs investissements sont concentrés dans des secteurs particulièrement sensibles à la conjoncture, des secteurs où les rendements sont notablement plus élevés que ceux du marché, des secteurs en forte expansion susceptibles de s'effondrer brutalement, ou dans différents secteurs également sujets aux effets néfastes de chocs économiques. Le risque de signature est le risque que les débiteurs ne veuillent ou ne puissent pas (par exemple en raison de l'évolution de la conjoncture) rembourser leur dette. Le risque de liquidité, dans le contexte des faillites de banques, est le risque de retraits massifs des dépôts bancaires ou d'insuffisance d'actifs liquides pour que les banques puissent couvrir ces retraits.

Le degré d'exposition à ces risques que les dirigeants d'une banque décident d'assumer dépend de leurs préférences en la matière, compte tenu des rendements attendus de leur stratégie de portefeuille et de la conduite dictée par le cadre réglementaire. Cependant, après une crise bancaire, le changement des conditions macroéconomiques influe souvent sur ce qu'il advient de ces risques. Par exemple, il est souvent rentable initialement d'accorder de gros crédits à un secteur en pleine expansion. Si cette stratégie de portefeuille peut être avisée à un moment donné (ce fut le cas, par exemple, des prêts aux entreprises pétrolières à la fin des années 70), un changement de conditions économiques peut provoquer un effondrement de ce secteur et avoir de fâcheuses répercussions sur les banques qui lui ont prêté massivement. En centrant l'analyse sur ces types de risques (marché, signature et liquidité) plutôt que sur la définition des variables économiques, on peut comparer globalement les crises bancaires même si les circonstances et les systèmes comptables diffèrent d'un pays à l'autre.

La contagion et le risque moral sont d'autres facteurs importants dans les crises bancaires. Il y a contagion dans un système lorsque les problèmes d'une banque ont des effets défavorables sur d'autres banques, financièrement saines. La contagion peut notamment se traduire par une ruée sur les dépôts bancaires et un affaiblissement du système dû à la réaction moutonnaire des banques, qui pourront accroître leurs risques parce que d'autres le font. Les banques peuvent adopter ce comportement pour maintenir leur part du marché ou pour ne pas être distancées par les banques concurrentes qui leur semblent mieux informées qu'elles. L'aléa

moral peut survenir lorsque des banques prennent des risques excessifs en accordant des prêts à des conditions qui peuvent être très lucratives à court terme (par exemple sous forme de commissions à la signature), mais dont les perspectives de remboursement à long terme sont réduites, et qu'elles s'attendent à ce que les éventuelles pertes soient absorbées par une tierce partie, comme le gouvernement du pays ou des organisations financières internationales.

Les cas récents

L'examen de cinq récents de difficultés bancaires systématiques — dont trois aux États-Unis (dans le Sud-Ouest (1986–92), dans le Nord-Est (1991–92) et en Californie (1992–93)), au Mexique (1994–95) et en Colombie (1982–87) — peut éclairer certains aspects de ces questions et permettre de tirer quelques conclusions. Les données étudiées (portant sur près de 4.000 banques pendant des périodes allant jusqu'à huit ans) nous ont permis de constater que les banques saines présentaient des caractéristiques différentes de celles qui ne l'étaient pas pendant plusieurs périodes avant que les faillites ne soient déclarées. Les données indiquent aussi que la principale différence entre ces deux types de banques tenait à leur approche des risques.

On observe systématiquement dans les données étudiées que les créances improductives des banques ont fortement augmenté et que leur ratio de fonds propres a rapidement diminué — signalant des difficultés croissantes — peu avant qu'elles ne tombent en faillite. Ces indicateurs signalent donc clairement le risque croissant de faillite à brève échéance. (Plusieurs périodes avant que les faillites ne soient déclarées, les banques qui allaient faire faillite avaient pratiquement le même niveau de créances improductives et de fonds propres que celles qui survivraient.) Il convient de souligner dans ce contexte que des montants élevés de créances immobilisées dans le portefeuille d'une banque sont le résultat de mauvaises décisions de prêt et/ou d'une dégradation des conditions économiques. Un niveau minimum de fonds propres sert d'amortisseur en cas de choc économique, mais, si la qualité du portefeuille d'une banque se dégrade, ses fonds propres pourront vite s'épuiser. En examinant le ratio de couverture des banques, on peut tenir compte de la possibilité que deux banques ayant la même proportion de créances improductives par rapport au total de leurs actifs se trouvent dans une situation financière différente si une banque a mis de côté des réserves importantes pour couvrir ses prêts improductifs tandis que l'autre ne l'a pas fait.

Nous avons considéré que les banques étaient en difficulté lorsque leur ratio de couverture était inférieur à un certain seuil. Pour les banques des États-Unis, ce seuil était de zéro, ce qui signifie que les banques étaient jugées en difficulté lorsque leur ratio de couverture était nul ou négatif, étant donné que leurs propres ressources — capitaux propres plus réserves pour créances douteuses — seraient alors insuffisantes pour couvrir les créances improductives. Pour les banques mexicaines et colombiennes, le seuil devrait être plus élevé, étant donné qu'elles donnent aux créances immobilisées un sens plus étroit que la définition retenue aux États-Unis. Après avoir considéré différents seuils pour le

Résultats empiriques récapitulatifs

Indicateurs approchés de Fragilité	Probabilité accrue de faillite/difficultés	Durée de survie réduite
<i>Ratio élevé de créances improductives/total des actifs</i>		
États-Unis		
Sud-Ouest	Oui	Oui
Nord-Est	Oui	Oui
Californie	Oui	Oui
Mexique	Oui	Oui
Colombie	n.s.	Oui
<i>Faible ratio de fonds propres/total des actifs</i>		
États-Unis		
Sud-Ouest	Oui	Oui
Nord-Est	Oui	Oui
Californie	Oui	Oui
Mexique	Oui	Oui
Colombie	n.s.	Oui
Risque de marché		
États-Unis		
Sud-Ouest	Oui	Oui
Nord-Est	Oui	Oui
Californie	Oui	Oui
Mexique	Oui	Oui
Colombie	n.d.	n.d.
Risque de signature		
États-Unis		
Sud-Ouest	ind.	Oui
Nord-Est	ind.	ind.
Californie	ind.	ind.
Mexique	Oui	n.s.
Colombie	ind.	ind.
Risque de liquidité		
États-Unis		
Sud-Ouest	Oui	Oui
Nord-Est	Oui	Oui
Californie	Oui	Oui
Mexique	Oui	Oui
Colombie	Oui	Oui
Risque moral		
États-Unis		
Sud-Ouest	Oui	Oui
Nord-Est	n.s.	n.s.
Californie	n.s.	Oui
Mexique	n.s.	n.s.
Colombie	Oui	Non
Contagion		
États-Unis		
Sud-Ouest	Non	Oui
Nord-Est	n.s.	Non
Californie	Non	n.s.
Mexique	Oui	Oui
Colombie	Oui	Oui

Source : González-Hermosillo (1999)

Notes : n.s. = non statistiquement significatif

n.d. = variables non disponibles

ind. = indéterminé; la variable utilisée peut être affectée du signe négatif ou positif

tout en étant cohérente en présence d'un certain type de risque. (Par exemple, un rendement élevé des créances peut être cohérent avec un haut risque de défaut de paiement, mais un faible rendement peut aussi indiquer que le risque n'est pas correctement évalué.)

«Oui» indique qu'une ou plusieurs variables dans les équations des faillites ou des épisodes de difficultés suggèrent la présence de ce type de risque. Dans ce cas, la probabilité de faillite/difficultés augmente et/ou la durée probable de survie diminue. «Non» indique que les résultats ne suggèrent pas la présence de ce type de risque.

ratio de couverture, nous avons décidé de le fixer à 1,5 % pour la Colombie et le Mexique puisque, d'après les données disponibles pour les périodes étudiées, ce niveau donnait la prédiction la plus exacte du nombre de banques qui allaient effectivement faire faillite. Les difficultés des banques, mesurées d'après la dégradation de leur ratio de couverture, étaient systématiquement évidentes avant leur faillite effective. Les banques ont été regroupées selon qu'elles avaient ou non connu des épisodes de difficultés, et des modèles empiriques tenant compte des facteurs microéconomiques (c'est-à-dire propres aux banques) et macroéconomiques ont été estimés pour les cas de faillites et ceux de difficultés (c'est-à-dire les épisodes de fragilité avant la faillite déclarée).

Les modèles étudiés confirment que les facteurs aussi bien macroéconomiques que microéconomiques jouent un rôle important dans la fragilité des banques. Les modèles fondés sur des variables spécifiques aux banques étudiées — y compris des mesures des risques de marché, de signature et de liquidité ainsi que des mesures approchées de l'incidence de l'aléa moral (mais non compris les capitaux propres ou les créances immobilisées) — donnent des résultats raisonnablement satisfaisants dans la plupart des cas. Ces variables semblent donc constituer les sources fondamentales des risques *ex ante*. Il arrive que les variables utilisées dans l'analyse des épisodes de difficultés bancaires diffèrent selon les circonstances qui caractérisent chaque épisode. Des concepts équivalents ont toutefois été maintenus pour les différentes régions, d'où il ressort que les principaux éléments de risque sont les mêmes dans la plupart des pays. Cette approche fondée sur les divers types de risques est particulièrement utile lorsque l'on cherche à tirer des enseignements de différents épisodes de problèmes bancaires dans le contexte de circonstances ou de systèmes comptables différents.

L'une des observations empiriques, commune à toutes les régions étudiées, qui se dégage le plus clairement de notre analyse est qu'une forte proportion de créances immobilisées et un faible ratio de capital par rapport au total des actifs sont symptomatiques d'une banque en difficulté et annoncent à la fois une plus grande probabilité de faillite et une réduction de la durée de survie prévisible. (Le tableau résume les résultats empiriques pour toutes les régions.) Nous avons constaté que les risques de marché et de liquidité sont généralement des facteurs importants des difficultés des banques, de la probabilité de faillite et de la durée de survie prévisible. En particulier, les banques en difficulté avaient des engagements plus importants que d'autres banques dans des secteurs qui avaient connu une période initiale de forte expansion, mais qui s'étaient effondrés peu avant que les crises bancaires se déclarent. Les banques en difficulté avaient aussi généralement des problèmes de liquidité (dus à des retraits de dépôts ou à de faibles ratios de liquidité) avant que les crises ne se déclarent. En revanche, les mesures du risque de



M^{me} Brenda González-Hermosillo, qui travaillait au Département des études du FMI au moment où les études décrites dans le présent article ont été effectuées, est actuellement économiste à la Division Asie de l'Institut du FMI.

signature et du risque moral étaient moins homogènes et donnaient des signaux contrastés dans certains cas. La contagion, mesurée par le ratio du total des prêts du système bancaire de la région à la valeur de la production de la région, semble avoir joué dans certains cas, mais son effet a été généralement limité.

Pour chaque période, nous avons agrégé les valeurs prédictives de la probabilité et de la chronologie des difficultés et des faillites pour les différentes banques pour mesurer la fragilité de l'ensemble du système bancaire. La probabilité de faillites du système bancaire calculée sur la base du ratio de couverture s'est généralement révélée comme un indicateur prédictif exact des crises. Bien que les modèles fondés sur des variables spécifiques aux banques prédisent les crises de manière raisonnablement exacte dans la plupart des cas, l'introduction de variables macroéconomiques régionales dans ces modèles renforce généralement leur capacité prédictive, ce qui indique une fois de plus que les facteurs aussi bien microéconomiques que macroéconomiques jouent un rôle important dans les crises bancaires.

Les indicateurs de la fragilité du système bancaire sur la base du ratio de couverture se sont clairement dégradés avant que les crises bancaires ne se déclarent. Les banques en difficulté n'ont pas toutes fait faillite — on suppose que celles qui ont survécu ont adopté des mesures correctives et/ou bénéficié d'une amélioration de la situation économique. Néanmoins, les banques qui ont fait faillite ont généralement donné des signes avant-coureurs de difficultés à plusieurs reprises. Dans ce contexte, il convient de rappeler qu'une intervention des autorités de contrôle (fermeture des banques, injection de capitaux ou retrait de créances irrécouvrables du portefeuille des banques) est une mesure extrême et que le moment de cette intervention est largement déterminé par les autorités en question.

Conclusion

Pour résumer, les risques fondamentaux qui débouchent sur des faillites et, plus généralement, sur des crises bancaires peuvent tenir à des facteurs aussi bien microéconomiques que macroéconomiques. Les mêmes risques fondamentaux peuvent aussi expliquer la situation des banques en difficulté. L'examen des difficultés des banques a l'avantage sur celui des faillites qu'il permet d'évaluer la fragilité du système bancaire avant qu'une crise se produise. Les responsables de la politique économique et les experts peuvent donc avoir intérêt à analyser les risques auxquels les banques sont exposées ainsi que la façon dont elles peuvent être influencées par l'évolution de la situation économique du pays ou de la région. **F&D**

Cet article est tiré du document de travail n° 99/33 du FMI, «Determinants of Ex-Ante Banking System Distress: A Macro-Micro Empirical Exploration of Some Recent Episodes», de Brenda González-Hermosillo (Washington, 1999).